

Don'actions
Rendez-vous le 28 mars pour le grand tirage national

page 16



SECOURS POPULAIRE.fr

CONVERGENCE

pour votre rendez-vous quotidien d'information



LE MAGAZINE DE LA SOLIDARITÉ

N° 335 / mars-avril 2014 - 3 euros



Le Secours populaire était au Rwanda quelques mois après la tragédie et continue, depuis vingt ans, à agir pour recréer des liens sociaux.

Rwanda
Vingt ans après le génocide, le pays sur le chemin de la vie

page 6



Legs - Donations - Assurances vie

Il vit près de chez vous.

Il ne tient qu'à vous d'en faire un proche.

Léguer au Secours populaire français,
c'est faire vivre une solidarité
de proximité, contre la pauvreté
et l'exclusion des plus démunis.



adfinitas © Vlad - Fotolia



Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer à: Chrystèle Prieur - Secours populaire
français - 9/11, rue Froissart - 75140 Paris Cedex 03

Je souhaite recevoir votre livret sur les legs, donations et assurances vie:

par courrier par email



Mes coordonnées

Nom	Prénom
<input type="text"/>	
Adresse	
<input type="text"/>	
Code postal	Ville
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Téléphone	email
<input type="text"/>	<input type="text"/>

Les informations que vous nous confiez seront enregistrées conformément à la loi Informatique et libertés du 06.01.1978 et gérées de façon strictement confidentielle.

Le Secours populaire français est une association reconnue d'utilité publique. Exonérée de tout droit de succession, elle vous garantit le respect scrupuleux de vos volontés dans l'utilisation de vos biens.



© SPF/IMR

Pour en savoir plus,
n'hésitez pas à
contacter
Chrystèle Prieur
au siège du SPF:
tél. 01 44 78 21 40
(ligne directe)

Vous pouvez également join-
dre votre fédération
la plus proche en vous
connectant sur
www.secourspopulaire.fr
rubrique «où nous trouver?»

EN8002



Sommaire

Regards L'hôpital des nomades.....	4
Dossier Le Rwanda, vingt ans après le génocide.....	6
Don'actions La tombola populaire bat son plein.....	16
Le SPF en France	18
Les gens d'ici CHÂTEAUX.....	20
Le SPF dans le monde	22
Débat Le devoir de mémoire.....	24
La vie des mots Empathie.....	26
Histoire 1793, Robespierre impose une limite au prix du pain.....	28
Association Fit, une femme, un toit.....	30
Zoom Le ciel était si bas de Gérald Assouline.....	31

Ce numéro comporte, posés en 4^e de couverture, un supplément *Convergence bénévoles* sur 78 612 exemplaires et un encart commercial Voyages Loisirs sur la totalité du tirage.

« Solidarité rwandaise, partenaire du SPF, a pour but de promouvoir des valeurs de paix. »

Alphonse Karagirwa, médecin, membre de Solidarité rwandaise **Rwanda** page 13



335 9-11 rue Froissart 75140 Paris Cedex 03.
Téléphone: 01 44 78 21 00. Commission paritaire n° 0214H84415. Issn 0293 3292.

Photos de couverture: Jean-François Leray et Joël Lumien.

Impression: IPS, 27120 Pacy-sur-Eure. **Conception graphique:** Hélène Laforêt-Thibault/JBA. **Dépôt légal:** mars 2014. Ce numéro a été tiré à 296 000 exemplaires.

Directeur de la publication: Robert Olivier.

Comité de rédaction: Gisèle Bosquet, Pauline Colson, Astrid Decamps, Jean-Pierre Delétré, Dominique Desarthe, Alexandre Engelhorn, Mathias Felon, Patrick Kamenka, Julien Lauprêtre, Marc Lumat, Antony Marque, Olivier Masini, Ghilaine Povinha, Jean-Louis Rolland, Dany Saint-Amans, Sonia Serra.

Rédaction: Fabienne Chiche, responsable des rédactions; Laurent Urfer, rédacteur en chef; Christian Kazandjian, chef de rubrique; Olivier Vilain, chef de rubrique.

Secrétaire de rédaction: Hayet Kechit. **Maquette:** Hélène Bury, rédactrice graphiste. **Révision:** Régine Riva

Les archives de *Convergence* sur secourspopulaire.fr



« La volonté de reconstruction est frappante au Rwanda, surtout chez les jeunes. Nous n'avons pas le choix, il a fallu reconstruire et inventer. »

Ndoba Gasana, philologue, défenseur rwandais des droits de l'homme **Rwanda** page 9

« J'ai appris au village Copains du monde que dans certains pays les droits de l'enfant ne sont pas toujours respectés et que nous devons encore lutter. » David, copain du monde, **BÉNIN**

« Les actions de solidarité du Secours populaire au Rwanda ont joué un rôle dans la préservation de la cohésion sociale. Créer du lien social réduit les antagonismes, les soupçons qui génèrent le malaise. »

José Kagabo, maître de conférences, ancien sénateur **Rwanda** page 12



Je me sens concerné(e) par les actions de solidarité menées par le Secours populaire

JE VEUX AIDER



15€, 30€, 50€ ou une autre somme de votre choix

Dons en ligne secourspopulaire.fr



Nom

Prénom

Adresse

Le Secours populaire français vous fera parvenir un reçu qui vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 75 % du montant de votre don dans la limite de 526 euros de votre revenu imposable. Au-delà vous bénéficierez d'une réduction d'impôt de

66 % de votre don, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

La loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 vous permet d'exercer vos droits d'accès, de rectification et de suppression aux données personnelles vous concernant en vous adressant

au siège de notre association qui est la seule destinataire des informations que vous lui adressez.

En cas de déménagement, envoyez à l'adresse ci-dessus votre dernière étiquette-adresse pour éviter toute interruption dans l'envoi de « Convergence ».

JE M'ABONNE à Convergence

Je veux m'informer et réfléchir sur l'actualité sociale et l'action du Secours populaire. Je m'abonne et je précise mes coordonnées sur le bon ci-dessous.

Je joins un chèque de:

18 €

abonnement simple, 6 numéros

30 €

abonnement de soutien, 6 numéros

Bon à retourner avec votre chèque au Secours populaire français / 9-11 rue Froissart 75140 Paris cedex 03

Nom

Prénom

Adresse

Regards L'hôpital des nomades

Anne-Marie Salomon, religieuse et médecin, a créé un premier centre de soins, en 1990, à Gossi, une commune rurale au nord-est du Mali. Depuis sont nés dans la région sept dispensaires, où œuvrent médecins, sages-femmes, infirmiers, en faveur des populations en majorité touareg.

Photos Meyer/Tendance floue





2



3



4



5



7



6

1 La salle d'attente de l'hôpital Kaïgourou de Gossi, à l'ouest de Gao. Simple dispensaire en 1988, il fut construit à la demande des populations locales.

2 Médecin et sage-femme, Anne-Marie Salomon a doté la zone touareg de Gossi de maternités où ont lieu 300 accouchements par an.

3 Pour chaque centre de soins ouvert, la règle a été d'initier un jeune à la médecine (ici deux aides-soignants). « Aujourd'hui, ils sont capables de garder la boutique sans que je sois présente », affirme la fondatrice.

4 L'hôpital de Gossi et les autres centres de santé assurent 30 000 consultations annuelles.

5 Soins pratiqués par un infirmier, un des 21 salariés maliens formés par Anne-Marie Salomon.

6 Le docteur Zado, cofondateur de l'hôpital avec sœur Anne-Marie, s'accorde quelques minutes de repos entre deux interventions.

7 Sur le « Mare de Gossi ». Jusqu'en 2012, où elle s'est repliée à Bamako, la capitale, Anne-Marie Salomon traversait ce lac pour rejoindre l'hôpital.

Christian Kazandjian

UN MILLION DE MORTS

en trois mois, c'est le bilan du génocide déclenché en avril 1994.

Justice et réconciliation

Les Rwandais sur le chemin de la vie

Reportage au **RWANDA** réalisé par Fabienne Chiche et Christian Kazandjian. Photos Joël Lumien.

ÉDITO



L'histoire doit être connue et doit contribuer à ce que des tragédies comme le génocide rwandais ne se renouvellent plus. Derrière la brutalité des chiffres, il y a des victimes, des femmes, des hommes, des personnes âgées, des enfants, que la barbarie a tués, mutilés à jamais... Chacun avait pourtant une vie, des rêves, des désirs. Dans ce numéro de *Convergence*, les témoignages sont tous plus émouvants les uns que les autres. Celui de José Kagabo, dont la famille a été frappée par le génocide et qui consacre sa vie à tout faire pour la solidarité, par la solidarité populaire, est édifiant. Pour que des drames indicibles ne s'abattent plus sur les enfants, les familles, nous devons défendre cette grande idée, celle de mondialiser la solidarité. Le grand mouvement d'enfants Copains du monde, qui a au cœur les valeurs de justice, d'égalité, de solidarité, a plus qu'ailleurs sa place aux côtés des enfants du Rwanda.

Julien Lauprêtre, président du Secours populaire français

Entre avril et juin 1994, le génocide des Tutsi ensanglante le Rwanda. Le Secours populaire, sur place dès l'été, pare à l'urgence et installe ses actions dans la durée. Vingt ans plus tard, le pays revit, ancré dans la volonté de lutter contre l'oubli.

La nécessité de vivre de nouveau ensemble

La reconstruction en marche

Grues et engins hérissent Kigali.

Le vrombissement des essaims de mototaxis assourdit le visiteur. La construction d'immeubles, qui abriteront des hôtels et un centre de congrès, confère à la capitale un dynamisme vanté par les panneaux publicitaires. Cette activité fébrile s'étire, par ailleurs, en une double noria d'hommes, de femmes avec leur nourrisson

agrippé sur le dos et d'enfants portant, sur la tête ou sur le porte-bagages des bicyclettes, des denrées alimentaires ou autres matériaux: en somme, tout ce qui bâtit le quotidien. Les sourires, les accolades feraient oublier qu'une épouvantable tragédie s'est abattue sur le pays, il y a vingt ans, avec le génocide des Tutsi. Le mémorial de Kigali, où sont gravés sur la roche volcanique noire les noms de quelque

2 000 victimes, celui de Butare au Sud, à la frontière avec le Burundi, qui abrite quelques centaines de photographies, sont là pour le rappeler. Ces sanctuaires de mémoire ont été érigés sur les lieux mêmes des massacres afin d'honorer les victimes de la folie meurtrière, déclenchée le 7 avril 1994, par le gouvernement dominé par les extrémistes du Hutu Power, au point de transformer en tueurs fanatisés des hommes, des femmes, des enfants, parfois au sein de familles où la «mixité» était séculaire. La majorité des victimes, on estime qu'il y a eu entre 800 000 et un million de morts, n'a pu être identifiée, ce qui ajoute à la douleur des rescapés. S'il est possible de recueillir les témoignages d'intellectuels comme celui de Ndobu Gasana ou l'ancien

Kigali. D'une colline à l'autre,
la même effervescence, signe d'un pays
en pleine reconstruction.



Rwanda



Nombre d'enfants, sitôt terminée l'école primaire, sont dirigés vers les travaux agricoles.



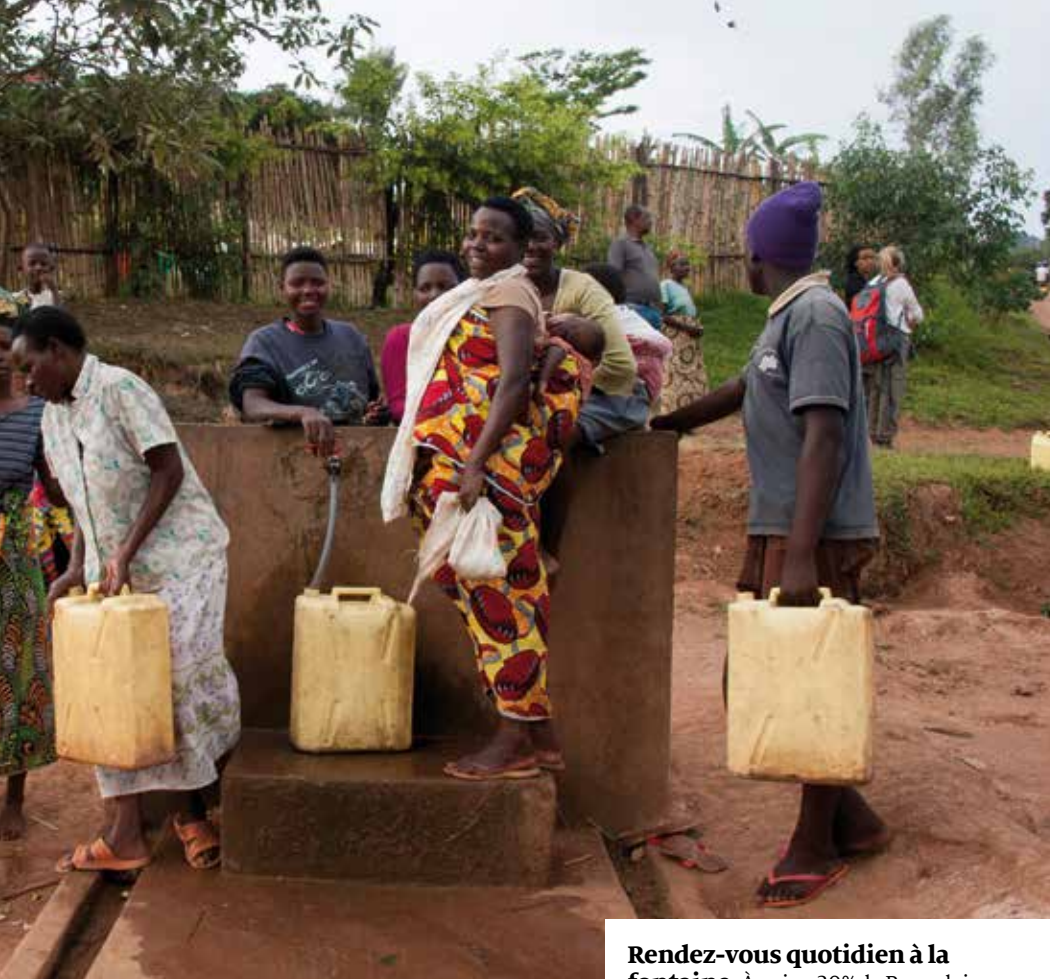
sénateur José Kagabo, issus de la « génération de 73* », les jeunes, comme Divine, aujourd'hui étudiante et seule survivante avec sa sœur, ont refoulé le traumatisme, occupés à vivre enfin, à fonder une famille, à trouver leur place dans un pays pauvre qu'on a dû relever des ruines, passée l'horreur de la découverte des charniers. Il a fallu parer au plus pressé – aide matérielle et psychologique avec le concours des ONG –, puis entamer l'œuvre de renaissance des institutions et des infrastructures. Enfin est venu le temps de la justice. Le Rwanda a érigé un modèle inédit, à trois niveaux, en matière de jugements des coupables présumés : procès engagés à l'étranger, selon le principe d'extra-territorialité des crimes contre l'humanité, tribunaux nationaux pour ceux qui ont des responsabilités matérielles ou morales dans le génocide et juridictions populaires. Si de nombreux génocidaires jouissent encore de l'impunité dans les pays où ils ont trouvé refuge, les complices de pillages, de délations se sont retrouvés devant les *gacaca* (prononcer *gatchatcha*), assemblées villageoises réunies sur les lieux où furent perpétrées les exactions. De 2005 à 2012, 1 000 *gacaca* ont instruit près d'un million de dossiers, envoyant aux tribunaux classiques les cas les plus graves. Le choix

des *gacaca*, « herbe douce » en kinyarwanda, reposait sur une tradition, datant de l'époque précoloniale, celle d'aborder la réparation en ramenant l'harmonie et la solidarité au sein de la communauté. Un exercice de la justice connu des anciens et dont avait besoin la nation. Les coupables ont été confrontés à leurs voisins, leurs parents, les yeux dans les yeux, sans la présence de procureurs ni d'avocats. Les sentences prononcées par des jurés choisis par les habitants, eu égard à leur probité, et validées par les tribunaux, sont devenues exécutoires. Les auteurs de petits délits et qui ont avoué leur forfait ont bénéficié de réductions de peines ou ont été condamnés à des travaux d'intérêt collectif.

LE BESOIN DE REBÂTIR

Dans une société qu'on perçoit comme apaisée – est-elle pour autant tout à fait réconciliée? – le besoin de rebâtir est évident. Le dynamisme se conjugue avec la vitalité de la natalité : on est immédiatement frappé par la jeunesse de la population : 67% a moins de 20 ans, selon l'enquête démographique et de santé au Rwanda (EDSR), le recensement quinquennal de 2010. On comprend, dès lors, le poids de la tâche, pour un État d'Afrique, pauvre, théâtre, qui plus est, d'un génocide. Il convient d'ajouter aux pertes humaines la destruction des structures administratives, judiciaires, sociales, sanitaires : les personnels de

santé et d'éducation furent la cible première des génocidaires. C'est pourquoi le gouvernement a mis en place des programmes volontaristes en matière d'éducation et de santé. Si les chiffres actuels situent le Rwanda dans la moyenne africaine, on note la rapidité avec laquelle des progrès significatifs ont été réalisés. Sur les objectifs du millénaire de 2000, fixés par les instances internationales, le Rwanda est, selon le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP), un des six pays africains qui atteindront, en 2015, l'objectif de 15% du PIB consacrés aux dépenses de santé (10,8% en 2011). Sous l'impulsion des autorités, relayées par d'intenses campagnes d'information, l'ensemble de la population adhère volontairement à une mutuelle. Si l'espérance de vie reste basse, la mortalité infantile des moins de 5 ans est passée, selon les recensements de l'EDSR et de l'Organisation mondiale de la santé, de 196‰, entre 1995 et 2000, à 118‰, en 2010 ; la mortalité maternelle a décru de 1 070 pour 100 000 naissances à 680, durant la même période, soit au niveau affiché par les pays limitrophes (République démocratique du Congo, Ouganda, Tanzanie, Burundi), avec parfois des résultats meilleurs. Concernant l'épidémie du VIH, dont l'Afrique détient le sinistre record, le Rwanda, d'après



Rendez-vous quotidien à la fontaine. À peine 20% de Rwandais ont accès à l'eau potable à domicile.



« La volonté de reconstruction est frappante au Rwanda. Elle est encore plus marquée chez les jeunes. Nous n'avions pas le choix, il a fallu reconstruire et inventer. L'Association des étudiants et élèves rescapés du génocide (l'AEERG) a créé des familles symboliques, au début des années 2000. Ces groupes d'étudiants se sont, en effet, constitués en familles, élisant leur mère, leur père, leurs grands-parents. Ils se sontentraîdés, se sont soutenus dans la commémoration de leurs familles assassinées. On assiste désormais à une réparation, symbolique mais fondamentale, du lien de filiation qui a été rompu par le génocide. Avec le temps, ils ont reconstitué un groupe d'appartenance et ont transmis leur culture à leurs cadets. Ils sont devenus les ancêtres d'une génération. »

Ndoaba Gasana,
philologue, défenseur rwandais
des droits de l'homme
F.C.



LE RWANDA en chiffres (Source: Unicef)

26 300 km², 11 millions d'habitants. **Capitale:** Kigali
Langues officielles:
kinyarwanda, français, anglais.
90% de la population est chrétienne, 2% musulmane

53% des Rwandais
ont moins de 18 ans

• **Espérance de vie**
à la naissance: 55 ans
(33 ans en 1990)

• **Taux d'alphabétisation**
des adultes: 71%; **des jeunes**
de moins de 24 ans: 77%

• **Scolarisation en primaire:**
99%

• **Insuffisance pondérale**
à la naissance: 7% (dont 2% grave)

• **Utilisation d'eau potable**
améliorée: 65%

• **Utilisation d'installations**
sanitaires améliorées: 55%

• **Agriculture:** elle occupe 80%
de la population

• **RNB par habitant:** 380 euros

Onusida, affiche des données des plus encourageantes, avec une prévalence de 2,9%, contre 5% en 2003, quand elle est de 21,5% en Afrique du Sud, ou de 6,5% en Ouganda, par exemple. Quant à la vaccination, tant pour les maladies courantes que pour les pathologies endémiques, elle concerne 98% des nourrissons. Ce volontarisme a également été appliqué à l'éducation. Cependant, la scolarisation, assurée pour la quasi-totalité des enfants en primaire, s'étiole au-delà de ce niveau; 29% d'enfants intègrent ensuite le circuit d'une production essentiellement agricole. On peut toutefois dire que ces deux priorités sociales ont bien été prises en compte.

RECONSTITUTION DU CHEPTEL

L'accès à l'eau potable se dresse comme un vaste défi dans la lutte contre des maladies telles que la dysenterie, le choléra ou le paludisme. Aujourd'hui, villageois et citadins des quartiers défavorisés ont recours aux fontaines publiques pour remplir des bidons qu'il leur faut parfois transporter sur de longues distances (seuls 20% des foyers ont l'eau courante, d'après l'Autorité de l'énergie et de l'eau). Au-delà des statistiques, qui fournissent une appréciation globale, le

Rwanda



La bicyclette, rare encore, fait office de moyen de transport ou de vélo-taxi.

Marché à Kigali. Les Rwandais commencent à découvrir la diversité des produits qu'offre le maraîchage.



Rwanda ne présente pas les symptômes de la misère extrême, celle des gamins en haillons, qui peuplent les rues de nombreux pays en développement ou émergents. Certes, la dénutrition sévit, mais les efforts consentis en matière d'alimentation, de diversification des cultures, éveillent l'espoir d'une amélioration durable. Les campagnes menées par les autorités et les ONG permettent l'implantation de cultures vivrières remplaçant les monocultures imposées par le colonialisme. Les plantes maraîchères (choux, carottes, tomates), le riz, les fruits (agrumes, prunes du Japon), remplacent les caféiers dans les champs et accompagnent le manioc, les haricots, le maïs, sur les tables. Ainsi, des adultes connaissent le plaisir de croquer, pour la première fois, dans une carotte tout en apprenant les bienfaits d'une alimentation variée. Les laitages devraient faire l'objet d'une attention prochaine. La reconstitution du cheptel, décimé durant le génocide, exige des investissements lourds : achat d'animaux, location de terres pour la pâture et le fourrage. Le Rwanda

est un chantier où poussent les villas des nouveaux riches ; le maigre parc automobile, flamboyant neuf, rutil de voitures 4x4, alors que la bicyclette, souvent utilisée comme vélo-taxi, reste peu accessible.

« PAYS DES MILLE COLLINES »

La création rapide et massive d'emplois constitue, pour le pays pauvre en ressources du sous-sol, un des principaux défis. La croissance démographique (2% par an) exige une optimisation de la production agricole, un développement des activités industrielles et de services. Ces deux dernières filières souffrent d'un manque de connaissances et d'un apprentissage insuffisant des techniques nouvelles. Le Rwanda, paradis verdoyant à la terre généreuse, offre, par sa situation géographique, des avantages qui l'orientent naturellement vers le tourisme : température, paysages ondoyants qui justifient son surnom de « Pays des mille collines », flore luxuriante et faune réputée pour ses gorilles. Le sport, un des vecteurs de création de liens sociaux après 1994, constitue un autre atout. Le président de la fédération de cyclisme, Aimable Bayingana, souligne la ferveur populaire qu'éveille le

Tour du Rwanda et la fierté avec laquelle sont accueillies les victoires des coureurs rwandais, ailleurs en Afrique. La toute nouvelle réputation du cyclisme national attire désormais – autre signe du changement d'image du pays – des étrangers, pour des stages, sous l'égide de l'ancien professionnel des États-Unis, Jack Boyer, au camp d'entraînement de la fédération, à Musanze, au Nord.

Aujourd'hui, rappelle Ndobwa Gasana, la notion de « rwandité » a remplacé celle d'« ethnicité » qui impliquait, jusqu'au génocide, la mention de l'ethnie sur les documents d'identité. Après la pacification, un débat oppose ceux qui préconisent de tourner la page et ceux qui parient sur l'examen de l'histoire et des faits, fussent-ils traumatisants, afin que plus jamais ne se reproduise pareille tragédie.

Christian Kazandjian

** Opposants persécutés après le coup d'État de Juvénal Habyarimana qui durent s'exiler.*

Nombre de ceux qui, parmi eux, ont échappé au génocide sont rentrés à partir de 1995 pour participer à la reconstruction du pays.



Vingt ans d'aide du Secours populaire

Le lien social au cœur des actions

Pour se rendre dans les locaux de l'association Solidarité rwandaise, partenaire du Secours populaire dans la région de Gahanga, à un peu moins de 20 km de la capitale Kigali, il faut emprunter une longue piste de terre couleur rouille, qui s'enfonce entre les champs de maïs et de bananiers. Dès les premières heures du jour, alors que les enfants regagnent

l'école, les femmes défrichent les champs à la bêche. Des gamins aux pieds nus jouent dans la poussière, sur le bas-côté de la route, tandis que de jeunes hommes désœuvrés tuent le temps comme ils le peuvent. Une petite communauté où l'existence semble s'écouler paisiblement. Pourtant, ici, les vieilles maisons de torchis cachent les heures les plus sombres de l'histoire rwandaise. Même si

les autorités en place reconstruisent, depuis vingt ans, infrastructures et *buildings* ultramodernes, si le développement économique est incontestablement en marche, les stigmates du génocide de 1994 sont toujours présents. « À Gahanga, l'histoire est une source de tensions inextricables. Le secteur aurait connu un des taux de criminalité les plus élevés du pays pendant le génocide »,

Les programmes menés à Solidarité rwandaise contribuent à la réconciliation en favorisant le développement local.



Rwanda



L'atelier de couture a permis à des femmes de se former aux techniques professionnelles contribuant ainsi à l'amélioration de leurs revenus.



REPÈRES chronologiques

- 1897:** Colonisation par l'Allemagne.
- 1916:** Colonisation par les Belges.
- 1931:** Réorganisation politique; les livrets d'identité portent la mention *Hutu, Tutsi, Twa*. Propagande raciste.
- 1959:** Révolte Hutu contre les Tutsi, premiers massacres (20 000 morts), premiers exils.
- 1960:** Les élections donnent la majorité aux Hutu.
- 1961:** Proclamation de la République.
- 1962:** Indépendance. Premiers raids de réfugiés tutsi. Massacre de civils tutsi.
- 1963-1964:** Nouveaux raids. Répression: 20 000 Tutsi assassinés. Exils massifs.
- 1973:** Nouvelle épuration anti-Tutsi. Exclusion de l'administration et des services publics. Coup d'État de Juvénal Habyarimana (Hutu).
- 1990:** Attaque depuis l'Ouganda du Front patriotique rwandais (FPR) pour obtenir le droit au retour des exilés. Soutien militaire de la France au régime de Habyarimana.
- 1993:** Accords d'Arusha (Tanzanie). Gouvernement de transition, retour des réfugiés. Arrivée de troupes de l'ONU.
- 1994:** Le 6 avril, l'avion de Habyarimana est abattu. Extrémistes hutu au pouvoir: début du génocide des Tutsi, massacre de Hutu démocrates. L'ONU retire ses troupes. Opération Turquoise (juin/août).

souligne José Kagabo, maître de conférences à l'École des hautes études en sciences sociales, membre du Conseil d'administration du SPF et ancien sénateur rwandais. « Les familles ont été décimées, poursuit-il, les survivants, plusieurs dizaines de milliers, avaient fui le Rwanda et trouvé refuge dans les États voisins. D'autres étaient en prison en attente d'un jugement pour les crimes dont ils étaient soupçonnés. Quand les procès s'ouvrirent, après des aveux, certains bénéficièrent d'une réduction de peine, comme le prévoyaient les règles de justice adoptées notamment pour désengorger les prisons rwandaises. Des hommes et des femmes devaient, après l'horreur, continuer pourtant leur existence ensemble et se faire face. »

UN ÉLAN DE SOLIDARITÉ

Pour l'intellectuel, « les actions de solidarité du SPF en faveur des associations partenaires, comme Solidarité rwandaise, à travers des programmes d'éducation, de sport, la création de sources de revenus pour les populations, ont permis aux rescapés, dans un premier temps, de puiser des forces pour continuer leur chemin de vie, tant bien que mal. Sur le long terme, elles ont joué un rôle dans la préservation de la cohésion sociale. Créer du lien social réduit les antagonismes, les soupçons qui génèrent le malaise. »

« À mon retour, en 1994, juste après le génocide, le Rwanda avait été frappé par l'horreur. Le pays entier sentait la mort. J'étais confronté à l'indicible. Il m'était impossible d'ignorer la détresse des enfants, nus et seuls, plan-

tés hagards dans la boue, orphelins pour la plupart, et la terreur de mes concitoyens, qui avaient tout perdu. C'est à ce moment-là que j'ai lancé un appel à l'aide à Julien Lauprêtre, président du Secours populaire. Mon ami a aussitôt répondu présent. » Julien Lauprêtre en garde un vif souvenir: « Quand José m'a téléphoné en me racontant l'ampleur du drame, je lui ai dit que le SPF allait mettre tous ses moyens en œuvre pour apporter la solidarité aux rescapés. Nous avons eu la preuve de ce que peut être la solidarité populaire: d'abord le secours immédiat et ensuite le secours à long terme. Depuis vingt ans, le SPF n'a jamais cessé son soutien au peuple rwandais, en contribuant à financer différents projets locaux, du soutien à l'agriculture aux actions éducatives ou sociales. » Le Secours populaire français est intervenu au Rwanda dès l'été 1994. Il est à l'époque, avec Médecins sans frontières, la seule ONG française présente sur place. En France, au même moment, le Secours populaire a collecté 5 millions de francs (presque 1 million d'euros), dont 1,2 million de francs dans le cadre de la campagne lancée par le journal *L'Humanité* pour démarrer au plus vite les programmes d'urgence.

« Il a été très vite question d'œuvrer à la réconciliation et la reconstruction en retissant le lien social », déclare Corinne Makowski, secrétaire nationale du SPF à la solidarité internationale. José Kagabo et la psychanalyste Marie-Odile Godard, médecin du SPF,



Devant sa maison, intégralement financée par le Secours populaire, Séraphine et José Kagabo échangent avec pudeur et émotion, ce 8 février.

créent à Butare, la deuxième ville du pays, un programme de construction de maisons pour plusieurs « familles de substitution », aux côtés de l'association rwandaise Programme de réinsertion sociale des sans-famille (PRS sans-famille), fondée par Béatrice Nujimbéré.

DE L'URGENCE AU DÉVELOPPEMENT

Le but du Programme de réinsertion des « sans-famille », qui concerne 108 orphelins et 13 veuves, était de soutenir les survivants, en particulier les enfants, traumatisés par les violences vues ou subies pendant le génocide. Le Secours populaire subventionne donc, entre 1996 et 1997, la construction de maisons à Butare, qu'il met à disposition des mères adoptives, dont le rôle est de recréer une cellule familiale avec les orphelins, leur permettant ainsi d'avancer malgré les drames vécus. La remise des clés a eu lieu en 1998. Au lendemain du génocide, Séraphine, une des veuves, a perdu son mari, sa maison et s'est retrouvée seule au monde. Dans le cadre du programme initié par le Secours populaire, elle accepte de recueillir dans une maison, qui par la suite lui sera léguée par donation, une dizaine d'enfants sans famille. « Avec le temps, ils sont devenus mes petits. J'ai veillé à leur éducation », confie-t-elle en regardant avec tendresse Aloïsie venue lui rendre visite. Celle qui a perdu ses parents lors de la tragédie

PORTRAIT

Promouvoir une culture et des valeurs de paix, c'est l'ambition de ce médecin engagé.

ALPHONSE KARAGIRWA



On ne choisit pas toujours ses combats. Ils s'imposent parfois. Médecin et bénévole, Alphonse Karagirwa est un homme engagé de longue date, qui apporte sa contribution à la reconstruction du lien social au Rwanda, après la tragédie du génocide, en 1994. « Solidarité rwandaise, financée par le SPF, a pour but de promouvoir une culture de paix notamment par la transmission des valeurs de citoyenneté », souligne-t-il. Alphonse Karagirwa, qui dirige le *Bio Medical Center*, un prestigieux laboratoire qu'il a fondé à Kigali, est investi, depuis 2002, dans les activités de l'association. Dans les années 1970, alors que le pouvoir en place au Rwanda pourchasse et tue les Tutsi, Alphonse, étudiant en médecine, quitte son pays natal pour le Zaïre (aujourd'hui République démocratique du Congo). Il rejoint finalement la France pour faire l'internat de médecine. Il y mène de brillantes études, puis une belle carrière et construit un foyer. Quand la tragédie anéantit en quelques semaines près d'un million de victimes, l'homme perd les siens, « mon père et ma mère sont morts dans le génocide. Je considère que nous devons perpétuer la mémoire de leur existence, c'est un acte essentiel pour la

reconstruction de la société. » En 1997, le médecin décide de revenir au Rwanda. « Je me sentais le devoir de porter secours à mes compatriotes, d'être utile à mon pays qui sortait d'un cataclysme. Même si le Front patriotique rwandais (FPR) avait structuré au mieux les différents secteurs, le pays était dévasté. Solidarité rwandaise a été l'une des premières associations à avoir participé véritablement à cette reconstruction du Rwanda. Le Secours populaire français a permis la réalisation de projets qui ont non seulement contribué à l'amélioration des conditions de vie, mais aussi au rapprochement des individus. Les femmes, qui cultivaient déjà la terre avant la création de Solidarité rwandaise, ont été associées au projet d'un atelier de couture, où elles ont pu se former. » Comme le note Alphonse Karagirwa, « promouvoir le travail des femmes, dans un pays où des filles de 15 ans peuvent être mères, est un atout majeur du développement ». L'inauguration, en 2005, de Solidarité rwandaise, en présence notamment du président du SPF, Julien Lauprêtre, a été vécue comme un temps fort pour la région, « les actions de solidarité internationale menées par le Secours populaire font vivre les valeurs universelles qui favorisent le tissage des liens fraternels entre les peuples et le respect de la dignité humaine. Nous voulons que les jeunes soient des acteurs de la solidarité à travers des actions concrètes. En 2005, j'ai accompagné en France des petits Rwandais pour le 60^e anniversaire du Secours populaire. Cette expérience a été porteuse tant pour les enfants que pour les parents. Créer un club Copains du monde, qui donnera toute sa place à l'éducation populaire, sera sûrement notre prochain chantier, pour que les enfants du Rwanda, héritiers du génocide, aient conscience de leur rôle de citoyen dans la construction d'un avenir commun et plus apaisé. *Fabienne Chiche*



« Nous avons encore besoin de matériel didactique, de fournitures pour les enfants... chaque aide sera la bienvenue », lance Christine, l'institutrice.

die est aujourd'hui une femme accomplie. Elle a épousé Bernard, également orphelin. Tous deux ont fondé une famille et ouvert un restaurant.

Devant la modeste maison qui domine les plaines verdoyantes du Sud rwandais, les femmes s'étreignent, le regard complice. Les liens ne se sont jamais rompus. Ce sont des survivantes. Leur famille de substitution leur a certainement permis de surmonter les souffrances, malgré le poids des souvenirs.

GAHANGA, TERRE DE SOLIDARITÉ

Les terres de Solidarité rwandaise s'étendent sur plus de 8 hectares, autour des étendues d'eau et des collines aux pentes douces. L'association a été créée en 2002. Le Secours populaire a alors subventionné son programme de développement destiné à 2 000 foyers, soit plus de 10 000 habitants dans la zone rurale de Gahanga. Deux projets principaux ont été conduits et se poursuivent toujours afin de répondre aux besoins de la population : l'accès

à l'éducation et l'expérimentation d'une agriculture maraîchère.

« Nous voulons promouvoir la solidarité au sein de la communauté rwandaise. L'autonomie financière, à terme, est capitale pour ces populations. Les femmes, par exemple, cultivent des terres pour assurer leur propre consommation, mais aussi pour générer une source de revenus. Les résultats sont probants : elles gagnent 155 400 francs rwandais (190 euros) par trimestre, soit ce qu'elles gagnaient auparavant en un an », déclare le docteur Alphonse Karagirwa, membre du bureau de l'association. Ce projet a été possible grâce à l'aide régulière d'un technicien agronome, qui a appris aux femmes les techniques agricoles. Il est question aussi, dans les sessions de formation, de mettre l'accent sur la valeur nutritive des aliments, afin d'améliorer la santé des familles et, en particulier, celle des enfants.

José Kagabo, en tant qu'acteur du projet « Solidarité rwandaise », depuis plusieurs années, est à l'origine de la création de l'école maternelle, où plus de 150 enfants suivent les cours, conduits essentiellement par Christine, l'institutrice, et Boniface, le directeur. Ce dernier a fait des études et sait l'importance de l'école,

« pour eux, suivre un apprentissage, dès l'âge de 3 ou 4 ans, est une chance incroyable d'insertion sociale ». Le reste du temps, Boniface est particulièrement occupé avec les activités sportives. Depuis 2012, il a beaucoup travaillé avec les étudiants français de l'Anestaps (Association nationale des étudiants en Staps) qui ont participé, en coopération avec la population locale, au développement des activités physiques et sportives ainsi qu'à la restauration des terrains de football, de volley-ball et de basket-ball... « Pour les enfants dont les parents sont pauvres, l'accès à une activité sportive est une chance de socialisation et de développement », explique Japhet, le coordinateur de Solidarité rwandaise.

Le sport contribue à créer parmi les villageois un espace de convivialité et de sociabilité susceptibles d'aider à dépasser la suspicion, à défaut de pouvoir effacer totalement les traumatismes. Dimanche 9 février 2014, en milieu d'après-midi, sur le terrain de foot de Solidarité rwandaise, petits et grands se retrouvent autour d'un match. Les cris de joie éclatent



Aloïsie, orpheline du génocide, a connu José Kagabo alors qu'elle était petite fille. Elle est fière de l'inviter dans son foyer aux côtés de son mari Bernard.

EN SAVOIR plus

À LIRE

• *Paysage après le génocide.*

Une justice est-elle possible au Rwanda ?

Jean Chatain (préface de José Kagabo), Le temps des cerises, 2007

• *Rwanda : racisme et génocide.*

L'idéologie hamitique

Jean-Pierre Chrétien et Marcel Kabanda, Belin, 2013

• *Sur la piste des tueurs rwandais,*

Maria Malagardis, Flammarion, 2012

• *L'État français*

et le génocide au Rwanda

rapport de la Commission d'enquête citoyenne, Karthala, 2005

• *Histoire de l'Afrique noire,*

d'hier à demain

Joseph Ki-Zerbo (préface de Fernand Braudel), Hatier, 1978

• *Histoire de l'Afrique centrale*

Emma Maquet, Ibrahima Baba Kaké, Jean Suret-Canale, Présence africaine, 1971

À VOIR

• *Tuez-les tous ! Rwanda, histoire d'un génocide « sans importance »*

documentaire de Raphaël Glucksmann, David Hazan et Pierre Mezerette, 2004

• *Rising From Ashes*

documentaire de T.C. Johnstone, 2013

quand un joueur de l'équipe soutenue par Solidarité rwandaise marque le but de la victoire. Tous l'acclament. Comme 58 autres Rwandais, ce joueur est arrivé début janvier à Gahanga ; l'association offre, dans des situations d'urgence, l'hospitalité à des réfugiés expulsés de Tanzanie, où leurs familles avaient autrefois trouvé refuge. « Témoigner de la considération au plus modeste, au plus démuné quelle que soit la situation : cette forme de solidarité nous pousse à forger des stratégies d'intervention parfois improvisées. Il n'y a pas de théorie, car chaque situation est spécifique. Il faut faire face et trouver une solution pour rendre à chacun de ces gens la dignité qui leur est due », affirme José Kagabo.

Ce soir-là, l'association a organisé une petite fête. Dans la nuit rwandaise, le murmure des légendes africaines se mêle aux sons des tams-tams de fortune ; femmes et enfants en dansant laissent éclater leur joie, qui donne une résonance particulière à cette réflexion de José Kagabo : « Réhabiliter les héritiers du génocide dans l'humanité contribue à maintenir un éveil des consciences au sein de la communauté. Il faut assurément comprendre que la convalescence sera longue pour les Rwandais, et le Secours populaire s'est engagé à continuer de les accompagner avec bienveillance sur cette voie. »

Fabienne Chiche

Je rejoins le Secours populaire français JE DEVIENS BÉNÉVOLE

80 000 bénévoles mettent en œuvre la solidarité au quotidien.

En France, dans le monde entier. Auprès des jeunes, des retraités, des familles, auprès de ceux que la détresse n'épargne pas.



« Quand le Secours populaire organise des vacances, je me sens comblée, car mes enfants retrouvent le sourire. »

Yolande, Saint-Jean-le-Blanc, LOIRET

Pourquoi pas vous ?

CONTACTEZ-NOUS

Les comités proche de chez vous

22
28



Jean-François Leray

Inauguration du partenariat avec les buralistes, le 18 janvier, à Paris, en présence de Julien Lauprêtre, président du SPF.

« Bonjour, c'est Christian Rauth. Comme moi, vous pouvez soutenir les actions du SPF en participant au Don'actions (...). »
L'acteur Christian Rauth, l'animatrice Daphné Bürki et la journaliste Isabelle Ithurburu ont enregistré trois messages pour la radio, afin de soutenir le Don'actions. Tous trois font partie des 60 parrains et marraines de l'édition 2014 de la grande tombola populaire. Pour y participer, rendez-vous sur www.secourspopulaire.fr

Des idées à profusion pour le Don'actions

La tombola populaire bat son plein.

Depuis janvier, les bénévoles du Secours populaire proposent aux nombreux amis de l'association de participer à la grande tombola populaire du Don'actions. Des initiatives sont ainsi organisées partout en France. La campagne s'articule autour de plusieurs moments forts : notamment le 14 février pour la Saint-Valentin (dans la Creuse, par exemple, une rose accompagnait les tickets), ou encore le 28 mars, jour du tirage national, à l'issue duquel sera attribué le premier lot, une Citroën C3 Picasso. Cette année est marquée par une nouveauté : un partenariat avec la Confédération des buralistes de France.

BÉNÉVOLES, PARTENAIRES ET PARRAINS MOBILISÉS

L'opération a été lancée dans le bistrot Le Galia, le 18 janvier, à Paris. « Nous représentons le premier réseau de commerces de proximité, a souligné à cette occasion Gérard Bohélay, le vice-président de la Confédération des buralistes de France (voir photo ci-dessus). Les gens viennent chez nous pour leurs achats, mais

aussi pour discuter. Nous sommes confrontés tous les jours à la précarité. » Cette coopération sera précieuse dans les zones rurales où le SPF n'est pas encore suffisamment implanté. « Nous souhaitons étoffer ce partenariat dans les années à venir », a indiqué Julien Lauprêtre, président du Secours populaire. Deux parrains de la campagne étaient présents le 18 janvier : l'animateur Marc Emmanuel et la comédienne Virginie Lemoine (voir photo ci-dessus). Ils ont proposé à des clients de prendre des « tickets-dons ». Virginie Lemoine a expliqué à Karim, un enseignant, et à sa compagne Raphaëlle, mercière, la portée de ce geste : « En donnant deux euros en échange d'un "ticket-don", vous permettez au SPF de s'équiper en réfrigérateurs, d'ouvrir des permanences, d'assurer la formation des bénévoles. » Le couple en a pris trois. Marc Emmanuel s'est aussi rendu à Troyes et à Rosières-près-Troyes (Aube) pour continuer de soutenir le « formidable travail des bénévoles ». *Olivier Vilain*

Généreux mélomanes

Les animations menées par les bénévoles pour le Don'actions prennent des formes variées. Le SPF de Trappes (Yvelines) a organisé une soirée-repas avec orchestre de jazz, le 17 janvier. Les bénévoles de Chécy, près d'Orléans (Loiret), ont pu également solliciter des donateurs lors de la soirée spéciale Rock'n Dons, le 8 février.

Grandes ambitions

L'antenne du SPF de Langres (Haute-Marne) est encore jeune, mais ses bénévoles se démènent pendant le Don'actions. « L'accueil des commerçants nous galvanise », assure Régis Collier, responsable de l'antenne. Le 18 janvier, son équipe a placé 53 carnets auprès des clients de quatre buralistes partenaires. Forts de ce succès, les bénévoles ont organisé une grande collecte dans la galerie marchande du centre commercial Leclerc, les 14 et 15 février. Pour l'occasion était exposé le premier lot national, une Citroën C3 Picasso, et un tirage au sort local a conclu l'opération.

Précision

Le comité du SPF de Saint-Gaudens (Haute-Garonne) annonce avoir reçu une subvention de 100 000 euros du conseil régional de Midi-Pyrénées pour son action auprès des sinistrés de Saint-Béat.

Focus sur La France Mutualiste

Une Mutuelle, pour épargner tout au long de sa vie

Les valeurs de La France Mutualiste, ses 85 ans d'expérience, sa spécialisation dans l'épargne et la retraite, son expertise, sa solidité financière et ses solutions mutualistes performantes pour tous, garantissent durablement l'épargne de ses adhérents.

■ Une mutuelle spécialisée épargne et retraite

La France Mutualiste, vraie mutuelle ouverte à tous, est régie par le Code de la mutualité et propose des contrats d'épargne et de retraite depuis 1925.

La mutuelle n'a donc pas d'actionnaires, les gains servent exclusivement à améliorer les services rendus aux adhérents, ainsi que la rentabilité des contrats d'épargne. Les excédents sont mis en réserve au profit de l'épargne de ses adhérents. Toutes les décisions stratégiques d'investissement sont approuvées par le conseil d'administration de la mutuelle, constitué d'adhérents élus parmi les bénévoles les plus expérimentés. La mutuelle concentre ses moyens sur des contrats d'assurance-vie où elle est légitime et experte.

■ Une expertise reconnue

Les conseillers de La France Mutualiste se concentrent sur leur cœur de métier et leur savoir-faire : le conseil patrimonial. Le conseiller mutualiste

spécialisé a pour mission d'éclairer l'adhérent sur les opportunités et les risques. Cette expertise se concrétise dans les solutions d'épargne, reconnues parmi les meilleures du marché par la presse financière.

■ Une solidité financière

Les décisions d'investissements financiers privilégient systématiquement l'engagement à long terme. La qualité du patrimoine, les fonds propres et les réserves, accumulées par des générations successives de mutualistes, représentent la protection la plus solide et la plus sûre pour l'avenir des adhérents.

■ L'épargne mutualiste, la sagesse en plus

Choisir l'épargne mutualiste, c'est épargner sagement dans le souci de son avenir et de celui de ses proches au sein d'une entreprise respectueuse des valeurs sociales et humaines.

La France Mutualiste soutient l'économie française. La mutuelle ne cherche pas à spéculer sur les marchés, et

l'allocation d'actifs est stable. Ses contrats d'assurance-vie peuvent fournir un complément de revenu durable, une épargne de précaution ou la construction d'un patrimoine pour le transmettre à ses proches.

■ Un contrat reconnu par la presse spécialisée ACTÉPARGNE 2

Actépargne2 est un contrat d'assurance-vie multisupport adapté au profil de l'épargnant, du plus sécurisé au plus dynamique.

Il permet d'épargner tout au long de sa vie et de s'adapter à tous les projets.

En 2013, le contrat d'assurance-vie Actépargne2, a de nouveau obtenu le Label d'Excellence des *Dossiers de l'Épargne* et s'est vu décerner le Grand Trophée d'Or par *Le Revenu*.


ACTÉPARGNE 2

Rendement
du fonds en euros*
3,22%
en 2013

* Taux de rendement du fonds en euros - brut de prélèvements sociaux et net de frais de gestion du contrat. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.



44, avenue de Villiers
75854 Paris Cedex 17
Tél. 01 40 53 78 00
(prix d'un appel local)
www.lafrancemutualiste.fr

Documentation à caractère publicitaire

Mutuelle nationale de retraite et d'épargne soumise aux dispositions du Livre II du Code de la mutualité. Immatriculée au SIREN sous le n° 775 691 132.

ACTÉPARGNE 2

Livret Jeun' Avenir

 Livret gem
L'épargne retraite, l'expert mutualiste en plus

RENTÉPARGNE

RMC


 LA FRANCE
MUTUALISTE

 DEMANDE
D'INFORMATIONS

GRATUITE
sans engagement

À retourner sous enveloppe non affranchie
à l'adresse suivante : La France Mutualiste -
Autorisation 94175 - 75851 Paris CEDEX 17

OUI, je souhaite recevoir, sans engagement de ma part, plus d'informations sur **ACTÉPARGNE 2**

Nom* : _____ Prénom* : _____

Adresse* : _____

Code postal* : _____ Ville* : _____

Tél. : _____ E-mail : _____@_____

Fait à : _____, le : _____

Signature : _____

* champs obligatoires

LA FRANCE MUTUALISTE est responsable des traitements effectués sur les données personnelles recueillies. Ces informations, qui serviront à des actions commerciales, sont à l'usage exclusif des services de LA FRANCE MUTUALISTE. Conformément à la loi - Informatique et libertés - du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui vous concernent. Droit que vous pouvez exercer en adressant votre demande sous pli non affranchi à : LA FRANCE MUTUALISTE - Correspondant Informatique et Libertés - Autorisation 95575 - 75851 Paris Cedex 17.



SPF 82

À PÂQUES, PLACE AUX CHASSES AUX ŒUFS des copains du Monde, qui en organiseront plus de 200 partout en France, pour donner de la sève aux projets de solidarité mondiale du SPF. Dates et lieux sont disponibles auprès du SPF le plus proche de chez vous.



SPF

Gilbert Avril, une vie tournée vers les autres

Enfant des corons, né à Vieux-Condé (Nord) en 1922, Gilbert Avril est décédé le 22 janvier. Entré dans la Résistance en 1943, il rejoint le Secours populaire, le 8 mai 1945, avant de devenir le secrétaire général de la fédération du Nord, en 1948. Il sera de toutes les batailles menées par l'association : acquittement des résistants, soutien aux victimes de la répression à Madagascar ou aux mineurs en grève... Sous l'impulsion de cet homme chaleureux, les actions du SPF du Nord s'orientent vers l'aide aux accidentés du travail et aux handicapés, mais aussi s'attachent à favoriser le départ en vacances des enfants démunis ou encore l'aide au développement. Son existence tout entière consacrée à la lutte contre l'injustice continuera de marquer l'action et l'esprit du Secours populaire.



Colonel Reyel, le don du son

MUSIQUE. Colonel Reyel, chanteur de *dancehall* (style musical originaire de Jamaïque), sort un CD au profit exclusif du Secours populaire. Depuis février, le single, intitulé *S.O.S d'un S.D.F.*, est disponible sur 25 plateformes de téléchargement légal, comme Amazon.fr ou iTunes. Sur Deezer.com, chaque écoute permet au SPF de collecter des dons.

1954

L'Abbé Pierre lançait, en février,

un appel à la solidarité avec les sans-abri et un cri de révolte contre le mal-logement.

Le président du Secours populaire, Julien Lauprêtre, a souhaité participer à la célébration de cet événement, rappelant « l'importance de cet appel dans le vécu et l'action des bénévoles du Secours populaire de cette époque ».



Une existence de combats

PARIS. Le film réalisé par Cécile Hamsy relatant le parcours de Julien Lauprêtre, président du Secours populaire, sera disponible en DVD à partir du 21 mars. Résistant, il est arrêté en 1943. C'est en prison, qu'il côtoie Missak Manouchian, chef du groupe de l'Affiche rouge, qui lui déclare avant d'être exécuté : « Moi je suis foutu, je vais être fusillé, mais toi il faut que tu fasses quelque chose d'utile et que tu rendes la société moins injuste. » Des mots décisifs pour Julien Lauprêtre qui, depuis, n'a cessé de lutter contre la misère, l'exclusion et l'injustice. *Contact* : Micheline Lecomte, au 01 44 78 22 20



La solidarité dans la peau

ILLE-ET-VILAINE. Les jeunes du SPF de Rennes et l'association Influence ont conçu un calendrier pour lequel ils ont posé face à l'objectif, le corps couvert d'un dessin illustrant, pour chaque mois, une action du SPF dans le monde. Pour obtenir le calendrier, écrire à : contact@spf35.org

1086

marcheurs ont participé, le 2 février, à la traditionnelle randonnée organisée par le Secours populaire de la Loire. Au fil des découvertes de paysages et villages pittoresques, les randonneurs ont recueilli 5 000 euros.



Légumes bio et pas chers

BOUCHES-DU-RHÔNE. Depuis février et jusqu'en juillet, des familles de Châteauneuf-lès-Martigues aidées par le Secours populaire ont accès aux jardins de l'association Graines de soleil. Le panier de légumes bio est à 2,50 euros. Des activités ludiques sont aussi organisées pour faire découvrir la diversité des espèces cultivées.

Le SPF dans la fac de Limoges

HAUTE-VIENNE. En janvier, le SPF a ouvert une antenne au sein de la faculté des sciences de Limoges. C'est un lieu d'écoute et d'aide pour les étudiants démunis. Ils peuvent acheter à prix réduit des vêtements, de la vaisselle ainsi que des billets pour des sorties culturelles. Les étudiants peuvent aussi y découvrir les actions menées par le Secours populaire et, s'ils le souhaitent, devenir à leur tour bénévoles.

Page réalisée par
Alexia Schlumberger
et Olivier Vilain

636
millimètres
de pluie
sont tombés
sur la ville
de Brest depuis
décembre.

Un record selon Météo France. Sols saturés, routes inondées, dégâts matériels, crues à répétition : le Grand Ouest, mais aussi le sud-est de la France ont été, cet hiver, le théâtre d'une succession de tempêtes dramatiques pour leurs habitants.

INONDATIONS

Des mesures d'urgence et une aide dans la durée

Le Secours populaire est, depuis le début des rudes intempéries, aux côtés des sinistrés.

Les bénévoles du Secours populaire continuent à venir en aide aux victimes des inondations qui ont frappé plusieurs départements depuis le début de l'année. Dans le sud-est de la France, l'état de catastrophe naturelle a été reconnu pour 19 communes, après les pluies torrentielles des 18 et 19 janvier, qui ont causé la mort de deux personnes et des dégâts matériels très importants (routes

coupées, maisons inondées, rues submergées...). Dès que l'ampleur de la catastrophe a été connue, la Fondation Carrefour a débloqué 50 000 euros pour soutenir l'action du SPF. Des collectes ont été organisées dans les magasins Carrefour du Var, des Alpes-Maritimes et des Bouches-du-Rhône.

Dans le Var, département le plus touché, les équipes du SPF ont aidé à extraire la boue des maisons et ont distribué des vêtements chauds. Dans les communes d'Hyères, de La Londe-les-Maures et de Bormes-les-Mimosas, les bénévoles ont distribué des fours, des congélateurs et du bois de chauffage. Ils accompagneront les sinistrés dans la durée.

ÉTAT DE CATASTROPHE NATURELLE

Les intempéries ont également frappé la Bretagne, où 86 communes ont été reconnues en état de catastrophe naturelle. Dans le Finistère, des commerces ont été inondés, comme à Quimperlé, Châteaulin ou Morlaix. « Nous aidons notamment les personnes, dont les revenus ont baissé à cause des intempéries, à payer leurs factures », déclare Nadine Cauterman, secrétaire générale du SPF de Quimperlé. Les demandes d'aide continuent d'affluer et la chaîne solidaire ne cesse de se déployer.

Olivier Vilain

➤ Plus d'infos sur les inondations
secourspopulaire.fr



Renaud Plantif

À Hyères, dans le Var, département le plus touché par les pluies, des bénévoles organisent la distribution de vêtements.



LE SECOURS POPULAIRE AU CINÉMA. Deux réalisateurs malicieux, Jean-Pierre Duret et Andréa Santana, ont posé leur caméra au Secours populaire de Givors (Rhône). Le résultat, c'est *Se battre*, à voir au cinéma, à partir du 5 mars. Le film montre bénévoles et personnes aidées en lutte contre la précarité. Ils s'expriment tous avec profondeur, souvent avec poésie, et contrent ainsi de nombreux stéréotypes. Quinze comités du SPF ont déjà organisé une projection en présence des auteurs. À voir absolument. o.v.



1



3



2



4

CHÂTEAUROUX

Une camionnette nommée solidarité

« Nous apportons notre aide à **670 familles** ; environ 70 d'entre elles habitent dans de petites communes situées à plus de 30 kilomètres de Châteauroux », déclare Jean-Pierre Chatain, secrétaire général du Secours populaire de l'Indre. Anne-Marie, Catherine et Jacky sillonnent la campagne, avec la camionnette blanche au logo du SPF, pour se rendre chez ces personnes qui n'ont pas de voiture ou de permis de conduire. Ils apportent, deux fois par mois, poulets congelés, sachets de pâtes, sacs de pommes... Les cartons sont très lourds.

« Je n'y prête pas attention, car ce qu'il y a dedans rend vraiment service », observe Anne-Marie, qui était aide-soignante avant de prendre sa retraite. Les familles sont si démunies qu'elles ne mangent souvent que ce que leur livre le Secours populaire. « Mon mari est en arrêt maladie et je suis au chômage. Nous ne pouvons presque rien acheter », explique Cindy, 32 ans, en ouvrant les cahiers dans lesquels elle consigne chaque dépense. Une fois la nourriture rangée, Catherine prend des nouvelles, parfois autour d'un café : « Ces personnes sont très isolées », ajoute-t-elle. Pour l'équipe, les journées sont parfois longues : « Quand nous parcourons 150 kilomètres par jour, c'est un petit circuit », lance Jacky, toujours avec le sourire. *Olivier Vilain*

1 Anne-Marie, Catherine et Jacky apportent colis et bonne humeur aux familles démunies et isolées qui vivent dans les petites communes autour de Châteauroux.

2 Jeunes trentenaires, Cédric et son épouse Cindy ont trois enfants, dont la plus jeune, Emma, a 13 mois. Ils doivent évaluer chaque dépense pour faire vivre leur famille. L'aide alimentaire est, pour eux, vitale.

3 Julia vit seule depuis le décès de son mari. Elle a travaillé toute sa vie mais, faute de ressources suffisantes, elle s'est résignée à faire appel au Secours populaire, en début d'année.

4 Yvonne, à gauche, range, avec sa voisine, les denrées que viennent de lui apporter les bénévoles du Secours populaire.

Photos Didier Gentilhomme

➤ Plus d'infos sur secourspopulaire.fr

Pour vous, l'électricité est un bien essentiel. Pour nous aussi.

L'électricité est un bien de première nécessité. Chez EDF, nous pensons que notre mission est de permettre au plus grand nombre d'en bénéficier. Alors, chaque année, plus d'un million de familles ont accès au tarif social de l'électricité ou à des solutions d'accompagnement personnalisées. 350 conseillers solidarité et 5 500 conseillers clients y travaillent au quotidien.

[Plus d'informations sur edf.com](https://www.edf.com)





Des femmes sont à la tête des sept coopératives (ici pour l'engraissement de chèvres) créées en 2009 par Yari, partenaire du Secours populaire.

SPF Rhône-Alpes

IRAN

À Bam, les femmes au cœur de la reconstruction

Depuis 2003, les actions du Secours populaire se déploient pour l'éducation.

Bam, au sud de l'Iran, continue d'effacer les séquelles du séisme de 2003 qui a détruit 70% de la ville, occasionnant la mort de 40 000 habitants. Depuis, le Secours populaire de la région Rhône-Alpes participe à l'amélioration des conditions de vie, avec Yari, l'association scientifique et culturelle partenaire du SPF, qui partage les mêmes valeurs laïques et solidaires. L'aide du SPF, orientée vers l'éducation, s'est déployée autour du lycée agricole pour jeunes filles, dont il a financé en partie

la construction (en plus de celle d'une école primaire). Le projet Pishraft, élaboré par Yari et le Secours populaire, vise à améliorer le quotidien des jeunes filles qui, privées d'éducation, se trouvent coupées du marché du travail. Il consiste dans la transmission de connaissances scientifiques et professionnelles à l'intention des lycéennes. De plus, il leur ouvre le champ des activités sportives, culturelles, de loisirs et l'accès gratuit au centre de santé. Dans le même temps, Pishraft propose ces mêmes services aux femmes et aux enfants du quartier, qui fréquentent le Centre culturel Arabkhaneh. Le but est de contribuer, grâce au dynamisme du tissu social et à la

création d'emplois, à l'autonomie des jeunes filles. L'implantation de coopératives, il y a cinq ans, constitue un prolongement du programme scolaire. On en compte sept, gérées par plusieurs dizaines de femmes : fabrique de nouilles, de conserves, atelier de couture, production maraîchère, élevage de chèvres, de moutons, production de plantes aromatiques et médicinales. Ces structures ont créé un lien solide : une comptable gère les comptes des coopératives qui se réunissent tous les quinze jours pour partager expériences, conseils et réconfort dans les moments difficiles.

Le Secours populaire, au regard des résultats, s'engage à prolonger l'action en direction de la centaine de filles du lycée agricole, du centre culturel et en faveur des coopératives, pour lesquelles il convient d'améliorer la gestion et l'autonomie, tout en mutualisant moyens, locaux et investissements.

Christian Kazandjian



LES JARDINS DU DÉSERT. Depuis 2013, le SPF de Loire-Atlantique développe, avec son partenaire Ingénieurs agronomes sahraouis, des jardins familiaux au camp de réfugiés d'El-Aioun, près de Tindouf en Algérie, pour lutter contre la dénutrition des enfants.

SPF



SPF

Un programme contre la dénutrition infantile

BÉNIN. Les fédérations du Secours populaire des Côtes-d'Armor, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine et de la Sarthe mènent, depuis 2010, des actions de lutte contre la dénutrition en faveur de 400 enfants, dans la commune des Aguégues, près de la capitale Porto-Novo. Conduit avec le Conseil des activités éducatives du Bénin, le programme vise aussi à sensibiliser les parents à ce problème. Un changement de comportement alimentaire est en cours avec l'introduction dans la diète infantile de poisson, de viande, de riz. Une nouvelle phase du programme doit démarrer à l'été 2014 dans quatre communes et concernera 4 000 enfants.



Didier Gentilhomme

Jeunes de São Paulo, de la rue au refuge

BRÉSIL. Des enfants des rues de São Paulo, livrés à la drogue, à la prostitution et au viol, réapprennent à sourire grâce à l'association Moradia, partenaire du Secours populaire des Hauts-de-Seine. Dans les centres gérés par Moradia, filles et garçons affrontent la douleur de la désintoxication et le souvenir des violences subies. Ils y découvrent le bonheur de la vie en commun, de la quiétude d'un foyer et peuvent aussi se former à un métier. Une expérience qui, depuis quinze ans, apporte les preuves de son efficacité.



SPF

Après le séisme, des écoles reconstruites

HAÏTI. Le projet lancé en juin 2011 par le Secours populaire d'Île-de-France et destiné à améliorer la scolarisation à Petit-Goâve, commune à 65 km au nord de Jacmel, s'est conclu avec succès en juin dernier. Les actions entreprises dans le cadre du programme Inter aide concernaient 37 écoles détruites par le séisme de janvier 2010. Le SPF, avec son partenaire haïtien Concert Action, a pris en charge la reconstruction, en dur, de deux groupes scolaires à Delatte et les Palmes, deux sections communales de Petit-Goâve; les ouvrages ont été livrés en avril 2012. A suivi la reconstruction par le SPF de trois autres écoles, en service depuis septembre 2013. Ces réalisations, auxquelles ont participé 2 000 parents et 4 000 écoliers, ont reçu le soutien des autorités gouvernementales, locales et presbytérales. Les témoins ont pu constater, malgré quelques disparités entre les établissements, des progrès constants : bon recouvrement des frais de scolarisation, excellent équipement en fournitures pour les enfants, assiduité des écoliers et des enseignants et respect des programmes, de bon niveau. Autant de résultats encourageants dans un pays où le taux d'absentéisme est élevé. Ils encouragent le SPF à envisager un projet équivalent à Côtes-de-Fer, à l'ouest de Jacmel.

De l'eau pour l'agriculture

VIETNAM. Le Secours populaire du Rhône, avec la Croix-Rouge locale, son partenaire, a mené à bien le projet d'adduction d'eau à Coc Dan, dans la province de Bac Kan, au nord de la capitale Hanoi. Depuis un an, les femmes n'ont plus à parcourir des kilomètres pour puiser l'eau d'un torrent avec leur palanche. Les 9 000 mètres de canalisations et le château d'eau fournissent cette ressource vitale à 106 familles, au groupe scolaire et au dispensaire. Une réalisation similaire est prévue en 2014, dans le district montagneux de Ba Be, au bénéfice de 23 familles d'agriculteurs.

100 bicyclettes ont été remises par le Secours populaire des Pyrénées-Orientales à son partenaire marocain, l'association de parents d'élèves Aït Sidi Ali (Tazarine), pour permettre aux filles de se rendre au collège, dans une région où beaucoup de femmes sont illettrées.

Ça fait débat

Devoir de mémoire

Un combat contre l'impunité et l'oubli

Louis Joinet, juriste, ancien expert indépendant auprès du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme*

« Les auteurs de crimes contre l'humanité échappent trop souvent à la justice. C'est alors l'impunité qui gagne; le travail de mémoire est compromis, laissant place à l'oubli. Une raison à cela: le "cycle" de la passation de pouvoir, qui se déroule selon un schéma assez identique dans les dictatures. Les régimes autoritaires imposent leur domination par le crime et la terreur, jusqu'au moment où, sous la pression des opposants à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ils sentent que le rapport de force va changer et finissent par négocier leur retrait. C'est alors que les dirigeants, responsables d'atrocités, décrètent leur propre amnistie. Suivent des élections qui permettent à des représentants de la société civile d'accéder au pouvoir. Les forces sociales (syndicats, presse, ONG, associations...) mènent alors un combat contre l'impunité; combat sans cesse recommencé. C'est le cas en Uruguay, où le président José Mujica s'est engagé à lancer des poursuites judiciaires contre les tortionnaires qui ont sévi sous la dictature de Bordaberry.

« VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION »

Cette lutte contre l'impunité s'inscrit dans le temps. Quand le régime franquiste a pris fin en 1975, les Espagnols n'ont pas souhaité, dans leur majorité, ouvrir les plaies de la guerre civile. Ce sont leurs enfants et leurs petits-enfants qui ont amorcé le débat, puis mené le combat judiciaire. Dans le cas du Timor-Oriental, où le quart des habitants a été massacré par l'armée indonésienne, entre 1975 et 1999, la difficulté était encore plus grande: l'État avait été dévasté; il n'y avait plus de fonctionnaires, de policiers, de magistrats, ni même de palais de justice. Quant aux auteurs des crimes de masse, ils étaient tous protégés par la dictature indonésienne. Au Rwanda, les soutiens étrangers aux dirigeants

« Crime contre l'humanité », « génocide », ces termes juridiques nés des convulsions du XX^e siècle tentent de cerner l'abîme créé par des actes d'une violence inouïe visant la destruction de peuples entiers. L'effroi vaincu, une exigence demeure: prévenir la répétition du « mal radical ».

Propos recueillis par Olivier Vilain



Afin que personne n'oublie:

Mémorial du génocide à Kigali, au Rwanda.
(Photo Joël Lumien)



« Le travail de mémoire peut être une forme de réparation, elle s'exprime à travers des monuments, des commémorations, des colloques... »

* Auteur de *Mes raisons d'État*, mémoires d'un épris de justice, *La Découverte*, 2013

POUR SUIVRE LE DÉBAT : adressez vos courriers à *Convergence*
Secours populaire, 9-13 rue Froissart 75140 Paris cedex 03.

La justice à l'épreuve de la barbarie

Rafaëlle Maison, *professeur de droit international à l'université Paris-sud, membre de la Commission d'enquête sur l'implication de la France au Rwanda.*



« **L'amnistie n'est jamais légitime** en cas de crime contre l'humanité ou de génocide, terme que les Nations unies ont défini en 1948, dans la Convention de Paris*, comme "un acte commis dans l'intention de détruire, en tout ou partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel". En statuant sur ce genre de crimes, qui induisent une rupture radicale du lien humain, une instance juridique est en mesure d'agir sur trois fronts : produire le récit de ce qui s'est passé, punir les coupables et tenter de prévenir la répétition de tels actes, en envoyant un message clair : dans le cas des crimes de masse, il ne peut y avoir d'impunité. Ces trois fonctions favorisent la reconstruction de la société qui a subi l'épreuve de ces massacres. L'idée de reconstruction implique une démarche politique et me paraît donc plus adéquate que celle de réconciliation.

TRIBUNAL PÉNAL INTERNATIONAL

Dans son processus de reconstruction, le Rwanda a écarté les commissions de type « vérité et réconciliation », instaurées par exemple en Afrique du Sud, car elles ne donnent pas lieu à des sanctions. Pour traduire effectivement en justice plusieurs dizaines de milliers de criminels présumés, les Rwandais ont voté une loi qui distingue les niveaux de responsabilité : les juridictions ordinaires ont jugé ceux qui étaient en position d'autorité, tandis que les exécutants ont été renvoyés vers des juridictions locales, les *gacaca*. Parallèlement à ces poursuites, le Conseil de sécurité des Nations unies a instauré un Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR), à Arusha, en Tanzanie. Le travail du TPIR n'a pas toujours donné entière satisfaction et son mandat lui imposait de ne pas statuer sur les faits qui se sont déroulés avant 1994, laissant ainsi dans

l'ombre la question de la préparation du génocide et le soutien apporté au régime hutu, depuis 1990. Cependant, la jurisprudence du Tribunal pénal international a permis, à travers plusieurs procès menés à leur terme, de comprendre une partie des circonstances dans lesquelles les crimes se sont déroulés, et a pu notamment montrer que ces violences n'avaient rien de spontané. La plupart des personnes condamnées sont des agents de l'État (ministres du gouvernement intérimaire, préfets, officiers, etc.). Ainsi, les travaux de cette juridiction internationale ont limité les réflexes négationnistes qui ont tendance à se développer après un génocide. Le TPIR a très bien rempli sa mission en condamnant, comme l'a institué la Convention de Paris de 1948, "l'incitation directe et publique à commettre le génocide". Les médias, au Rwanda, ont en effet soutenu les extrémistes hutus. La Radio-télévision libre des Mille Collines (RTLM) et le journal *Kangura* ont martelé un discours de haine raciale, inspiré du temps de la colonisation, désignant comme néfaste et dangereuse une partie de la population, les Tutsi, et appelant à leur extermination. Un procès, le premier en France, s'est par ailleurs ouvert en février dernier à Paris et permettra peut-être de progresser dans la connaissance des responsabilités dans le génocide rwandais. Jusqu'ici, la question de l'implication de la France a surtout été l'objet, dans l'Hexagone, de recherches conduites par des journalistes et des associations, comme *Survie*. Ces démarches montrent que, vingt ans après les faits, nous n'avons pas encore tiré tous les enseignements de cette tragédie. »

* La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (CPRCG) est un traité de droit international approuvé à l'unanimité le 9 décembre 1948, à Paris, par l'Assemblée générale des Nations unies.



« Les procès ont montré que les violences contre les Tutsi n'avaient rien de spontané. Ils ont aussi eu pour vertu de limiter les réflexes négationnistes qui se développent souvent après un génocide. »

La vie des mots

Le mot empathie n'existait pas il y a encore cinquante ans. Il renvoie pourtant à une faculté dont l'homme ferait l'expérience dès la naissance et qu'il partagerait même avec certains mammifères. L'empathie est aujourd'hui au cœur d'une éthique qui fait du souci de l'autre le socle de la vie collective.

Empathie

« Souviens-toi de ton père, Achille. Il a mon âge ; il est, tout comme moi, au seuil maudit de la vieillesse. Mais il a du moins cette joie au cœur qu'on lui parle de toi comme d'un vivant * . » C'est par ces mots que Priam, le roi de Troie, commence son plaidoyer pour convaincre le guerrier grec, meurtrier d'Hector, de lui remettre la dépouille de son fils. C'est plus qu'une supplique, c'est l'invitation, par-delà la vengeance, à voir en miroir dans la douleur de l'autre la sienne propre, à s'ouvrir à cette résonance des sentiments qu'on appelle aujourd'hui empathie. Le mot, qui renvoie à l'étymologie grecque : *em* (dans) et *pathos* (souffrance), vient d'une traduction de *Einführung* (« ressenti de l'intérieur »), un concept issu de la philosophie esthétique allemande du XIX^e siècle qui désignait une forme de compréhension intuitive d'une œuvre d'art. Son sens glissera dans le champ de la psychologie, grâce aux philosophes des Lumières, tels Hume, Rousseau, ou encore Adam Smith qui, sous le terme sympathie, désigneront un moyen naturel de communication nous permettant de partager les sentiments des autres. C'est investi de ce sens que le mot empathie fait irruption en français dans les années 1960 ; sa signification se distinguera alors de la sympathie telle qu'elle est aujourd'hui définie (qui implique, en plus de la compréhension des sentiments de l'autre, le désir de favoriser son bien-être). L'émergence et le développement de cette

notion, qui va irriguer la pensée contemporaine, à travers les sciences humaines, la psychologie et les neurosciences, accompagnent une vision différente de l'homme, des sociétés et de notre modèle même de civilisation. Elle dessine les contours d'une éthique, dans des sociétés ébranlées par une série de crises économiques et les dégâts causés par la liberté laissée aux lois du marché, au détriment de l'homme. S'impose pour certains penseurs comme Jeremy Rifkin la nécessité d'approfondir cette « aptitude à éprouver comme sienne la difficile situation d'un autre ». En témoigne une forme de journalisme où des reporters, tel Günter Wallraff**, se glissent pendant plusieurs mois dans le quotidien de personnes affectées par la précarité pour en comprendre de l'intérieur les ressorts. « La façon dont l'homme est décrit depuis deux cents ans est toxique. Les découvertes de la biogénétique montrent que la capacité innée des êtres humains à ressentir de l'empathie les uns pour les autres est au moins aussi forte que leur agressivité », affirme Jeremy Rifkin. Dès lors, l'hypothèse selon laquelle les sociétés seraient par nature compétitives doit s'accommoder de l'existence d'une autre faculté propre à l'homme, celle de créer un art de vivre où le souci de l'autre ouvre la possibilité d'un horizon commun apaisé. *Hayet Kechit*

* *L'Iliade*, Livre XXIV, Homère, éd. Garnier

** *Tête de Turc*, G. Wallraff, éd. La Découverte

C'est écrit

Colère

Olivier Buchotte, Paris



En tant que donateur régulier du Secours populaire, je tiens à vous faire part de ma profonde réprobation en voyant, dans le

n°334 de *Convergence* (p.17), que le Secours populaire est associé au « Dakar » (Rallye raid Dakar, ndlr), farce consumériste et meurtrière qui est une véritable injure pour les pauvres du monde entier.

La brève publiée dans le n°334 de *Convergence* fait référence à une initiative privée, venant d'un participant au Rallye raid Dakar qui a offert d'intégrer à sa caravane une baraque roulante portant le logo du Secours populaire et de verser, au SPF du Nord et du Pas-de-Calais, un euro pour chaque kilomètre parcouru. Cet écho donné à l'association n'implique pas son adhésion au principe et à l'organisation de ce rallye.

La Rédaction

Louis Guilloux, mémoire du cœur

Pierre Velay, par Internet

Merci pour la page consacrée à Louis Guilloux dans le dernier numéro de *Convergence*. C'est pour lui rendre hommage que l'antenne* du Secours populaire français à La Grand'Combe, dans le Gard, s'appelle Le Pain des rêves, titre d'un roman de Louis Guilloux, paru en 1942.

* Secours populaire

Le Pain des rêves, 19 rue Pasteur
30110 La Grand'Combe

RÉAGISSEZ!

Adressez vos courriers à « Convergence »
Secours populaire français, 9-11 rue Froissart
75140 Paris cedex 03 ou envoyez vos emails
à convergence@secourspopulaire.fr

Ce que votre pharmacien ne vous dit pas...

Les problèmes de santé bénins et les petits bobos du quotidien permettent à certains de faire des affaires en or. Pommades, cachets et sirops se vendent comme des petits pains. Pourtant, il arrive souvent que le remède soit pire que le mal et avant que vous ne vous en rendiez compte, vous voilà confronté à des effets secondaires désagréables. Découvrez dans votre réfrigérateur deux remèdes "MIRACLE" qui vous éviteront pas mal d'ennuis, et vous feront économiser beaucoup d'argent.

LE GINGEMBRE

Ce condiment bien connu se révèle super efficace contre beaucoup de maux et affections. Un remède incroyable, qui ne coûte presque rien !



Le gingembre était déjà utilisé dans l'ancienne médecine chinoise et trouve sa place aussi dans la médecine traditionnelle et l'Ayurveda. Le gingembre est un remède particulièrement puissant contre de nombreux maux, problèmes et affections du quotidien. Ce n'est pas une formule magique tirée d'un grimoire de grand-mère mais bien un remède qui a été étudié et testé et dont les effets ont été démontrés d'un point de vue scientifique.

Le gingembre est riche en minéraux et vitamine B6 mais regorge surtout d'antioxydants très puissants. Aucun autre fruit ou condiment n'est aussi efficace contre autant de maux différents. Dans son nouveau livre «**Gingembre, le Trésor Oublié**», Sandra Bierstedt dévoile tous les secrets de ce bienfaiteur ancestral. Par exemple :

- Fini le mal de mer ou de voiture, les nausées et les haut-le-cœur
- Le secret d'Angelina Jolie qui a perdu 11 kilos en quelques semaines à peine ?
- La recette naturelle pour soulager les articulations douloureuses, les gonflements et les inflammations
- Indigestion, douleur à l'estomac, ballonnement ? Une demi-heure à peine pour y remédier
- Une recette simple, et plus efficace que médicaments contre les remontées acides !
- Un spray qui fait des merveilles contre l'acné
- Comment soulager et même arrêter les crises de migraines et les céphalées, sans les effets secondaires des médicaments

• Frilosité, règles douloureuses tout simplement mis hors-jeu

• Sexualité : l'arme absolue depuis des siècles contre l'impuissance ou le manque de libido

• Comment en finir avec les troubles du sommeil...

• La recette d'une boisson aphrodisiaque

• Une alternative efficace pour lutter contre l'arthrose, l'arthrite et les rhumatismes

• Prenez un bain anti-cellulite qui rajeunit votre peau

• Arrêtez l'acidification de votre corps qui est tout aussi dangereuse que la consommation abusive d'alcool ou de tabac

• La recette infaillible contre la gueule de bois !

• Faites tourner votre système immunitaire à plein régime et ne laissez aucune chance aux rhumes

• Votre trousse de premiers secours avec des recettes à base de gingembre

Le livre «**Le Gingembre, le Trésor Oublié**» vous fera (re)découvrir des dizaines de remèdes, recettes pour soulager d'innombrables problèmes de santé grâce aux extraordinaires vertus du gingembre.

Cerise sur le gâteau : vous trouverez du gingembre dans tous les supermarchés. Bon marché, efficace et sans effet secondaire. Pas étonnant que votre pharmacien ne vous en ait encore jamais parlé !

Commandes urgentes
08 11 74 73 73

LE CITRON Si vous pensiez tout connaître sur le citron, vous allez être surpris. Le soleil de votre corbeille de fruits est en effet **bien plus** qu'un concentré de vitamine C.



Tout le monde connaît certaines des propriétés bénéfiques des agrumes. Et pour la majorité d'entre nous, citron est synonyme de vitamine C. Dans le livre «**Bien plus que de la vitamine C !**» vous serez surpris de découvrir les nombreux bienfaits méconnus de ce champion venu du Sud. Vous y apprendrez de nombreuses vertus et formules remarquablement efficaces, et simple à mettre en oeuvre.

Le citron peut soulager les maux, et les problèmes les plus inattendus. Du bouton de fièvre à la gueule de bois en passant par l'acné, les problèmes de prostate, l'artériosclérose, les détoxifications et la perte de poids... pour n'en citer que quelques uns.

Il y a acide et ... acide

Notre mode de vie actuel mène à l'acidification de notre organisme (acidose) qui s'accompagne, notamment, d'apathie, de vieillissement prématuré, d'augmentation du cholestérol, de chute des cheveux et de dépression. Malgré son goût acide, le citron est en fait un élément alcalin, donc tout le contraire d'acide. Et cela en fait l'une des armes les plus redoutables pour lutter contre de nombreuses maladies.

Et bien plus encore !

Cet ouvrage regorge de trucs et astuces pratiques comme par exemple : comment éliminer des taches de rousseur - avoir de beaux ongles blancs - faire disparaître les pellicules - couper des oignons sans pleurer - soulager des coups de soleil - repousser les moustiques etc. Ce document de référence vous ravira et vous étonnera à chaque fois que vous aurez un petit problème de santé ou pratique à résoudre. Un livre indispensable dans chaque bibliothèque !

Bon à retourner à Phytanov

13, rue Pasteur – 74100 Ville La Grand - 0811 74 73 73

GARANTIE 100% SATISFAIT ou REMBOURSÉ de 30 jours
Utilisez ces remèdes et économisez de l'argent. - C'est GARANTI !
Si pour une quelconque raison, vous n'étiez pas satisfait, il suffit de retourner les livres dans les 30 jours et vous serez remboursé.

Veuillez me faire parvenir les ouvrages suivants:

- ___ exemplaire(s) de « Gingembre, le trésor oublié » au prix de 23.50 €.
 - ___ exemplaire(s) de « Citron, Bien plus que de la vitamine C » au prix de 23.50 €
 - ___ Commandez les 2 livres pour seulement 35 € et Economisez 12€ !
- J'ajoute 5 € de participation aux frais de port -

GC 0104 0103

Total : que je règle par chèque à l'ordre de PHYTONOV.

Pour un règlement par Carte bancaire, appelez le 0811 74 73 73

Nom/Prénom:

Date de naissance:

Adresse :

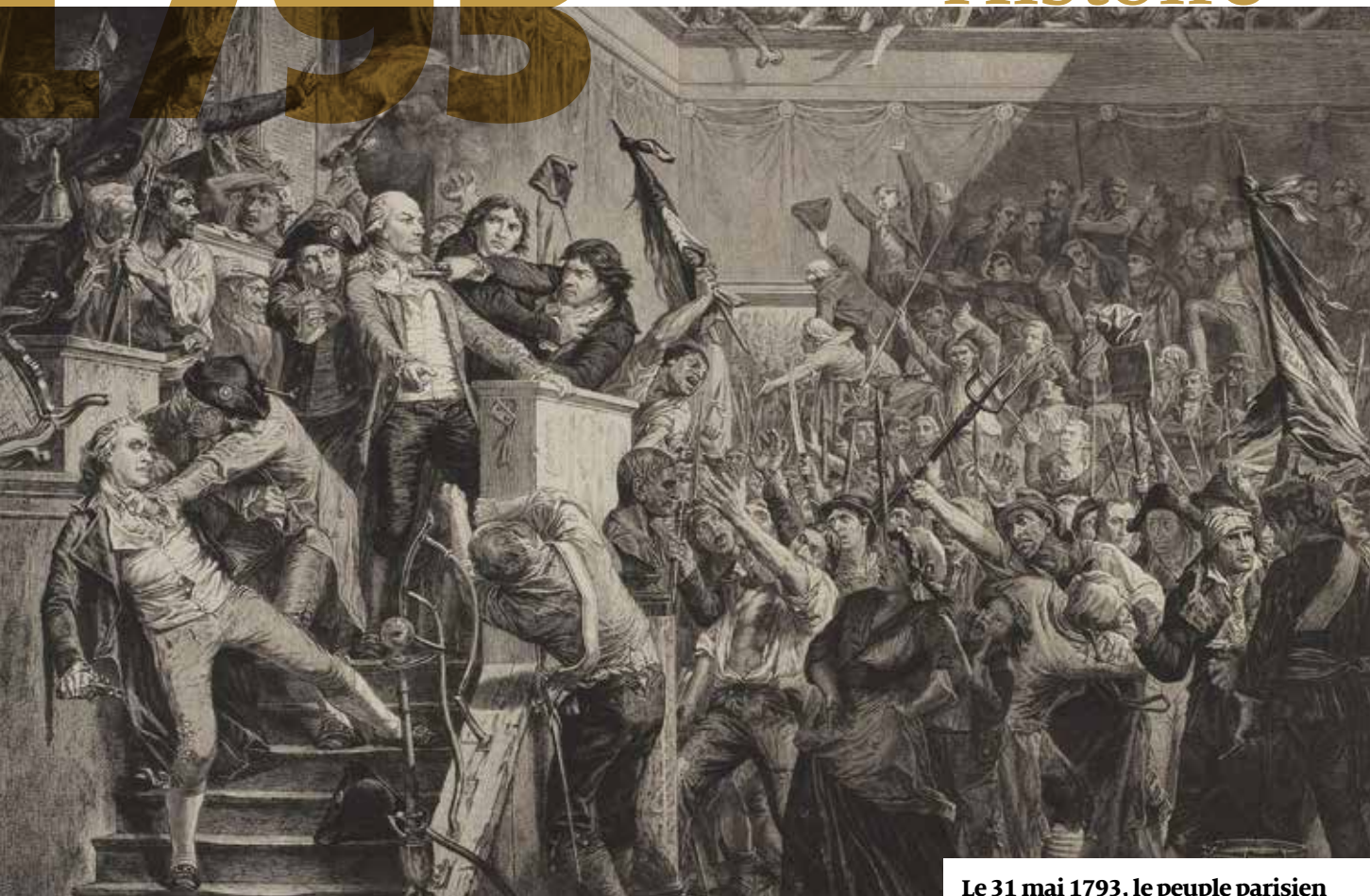
C. P. : Localité :

Email :

Téléphone :

Conformément à la loi «Informatique et Libertés», vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant. Sauf refus de votre part, ces informations pourront être utilisées par des organismes liés contractuellement avec Phytanov.

Eau-forte de H. Duvivier, d'après Muller. © Musée Carnavalet / Roger-Viollet



Le 31 mai 1793, le peuple parisien investit la Convention.

Robespierre impose une limite au prix du pain

La loi du Maximum a permis aux habitants des faubourgs de manger à leur faim.

Le pays est riche. Les récoltes sont abondantes, mais la faim tourmente le petit peuple des grandes villes. À l'été 1793, un manœuvre ne gagne que 20 sous par jour, lorsqu'il a de l'ouvrage. Il doit dépenser au quotidien près de 10 sous pour acheter une miche de pain de 1 kg, son aliment de base. Les familles laborieuses sont livrées à l'agiotage des commerçants (ils cachent leurs stocks de farine afin de les vendre ensuite plus cher) et ruinées par les banques, dont les spéculations ont entraîné, comme le souligne l'historienne Sophie Wahnich, «l'effondrement de l'assignat», le nouveau

papier-monnaie. C'en est trop! Ouvriers et artisans veulent aiguillonner la majorité des députés, favorable à la liberté du commerce. Sortant des faubourgs de Paris, journaliers, blanchisseuses ou couturières s'invitent dans les tribunes de l'Assemblée nationale et par-

ticipent aux débats. Ils reçoivent le soutien des jacobins, dont le chef de file Maximilien de Robespierre était décidé à changer leur vie, avant même la prise de la Bastille: «La plus grande partie de nos concitoyens est réduite par l'indigence au seul souci de survivre; (...) elle est mise dans l'incapacité de réfléchir aux causes de sa misère et aux droits que la nature lui a donnés*.» Robespierre fait donc voter la loi du Maximum, qui instaure un prix plafond pour trente produits de base, comme le savon, les chandelles... La miche de pain revient à 4 sous jusqu'à l'été 1794. Les jacobins sont par la suite renversés et le «Maximum» abrogé par des députés qui martèlent qu'«un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre naturel». Depuis, les «bras nus» ont régulièrement revendiqué leur droit à l'alimentation. Entre 1944 et 1978, un contrôle strict des prix est ainsi de nouveau en vigueur. Dix ans plus tard, les associations de solidarité obtiennent la création d'un programme européen de distribution alimentaire, transformé en janvier dernier en Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD). **Olivier Vilain**

* *Silence aux pauvres*, Henri Guillemin, éditions Utovie, 2012

Cette année-là

- Mai. L'Empire britannique impose une taxe qui affamera les paysans indiens jusqu'en 1943.
- Juin. La seconde Déclaration des droits de l'homme proclame que «la société doit la subsistance aux citoyens», en procurant du travail ou, à défaut, «les moyens d'exister».
- Août. Sous la pression des insurgés menés par Toussaint Louverture, l'esclavage est aboli dans la colonie française qui deviendra Haïti.



N°1 de la douche séniors



AVANT
une baignoire devenue
difficile à enjamber



APRÈS : un espace douche accessible et sécurisé fabriqué à la main, sur-mesure et en fibre de verre.

Facebook : [douches.easyshower](https://www.facebook.com/douches.easyshower)

N° Azur 0810 120 140

PRIX D'UN APPEL LOCAL

www.easyshower.fr



Photos non contractuelles, pare-douche, barre de maintien et accessoires en option. Crédit photo : Fotolia

*Plafonné (voir modalités) ** Durée moyenne de nos chantiers

Renvoyez vite ce coupon pour une documentation et un DEVIS GRATUIT !

- Oui, je souhaite recevoir gratuitement une documentation.
- Oui, je souhaite le passage d'un technicien pour une étude de faisabilité gratuite et sans engagement.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

C.P : _____ Tél : _____

Ville : _____

E-mail : _____

@ _____


Parole d'association

Violences familiales et conjugales, la vie d'après

FIT, UNE FEMME, UN TOIT

Un abri, une écoute, un suivi global et la force de croire en un autre avenir. C'est ce qu'offre cette association parisienne à des femmes victimes d'agressions au sein de leur entourage.

Le Centre d'hébergement et de réinsertion sociale de 60 places est le seul à accueillir uniquement des jeunes femmes victimes de violences, au sein de leur famille ou de leur couple. Elles sont sans enfant et ont, pour la plupart, fui leur foyer. Leur vie est souvent en danger. La priorité est donc de les mettre en sécurité au sein du centre d'hébergement, où elles ont une chambre et où l'accès est filtré, nuit et jour. Notre association est ouverte toute l'année, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, grâce à nos treize salarié(e)s, dont quatre éducatrices spécialisées. Nous identifions ensuite avec les résidentes



« L'ACCOMPAGNEMENT EST GLOBAL. IL A POUR FINALITÉ L'ÉMANCIPATION DES RÉSIDENTES, PAR UN ACCÈS À LA SANTÉ, AU LOGEMENT, À UNE FORMATION, À L'EMPLOI, À LA CULTURE, AU SPORT. »

Séverine Lemière, présidente
Marie Cervetti, directrice générale

les violences qu'elles ont subies. Est-ce un inceste? Un viol? Un viol conjugal? Un mariage forcé? Des questions auxquelles certaines d'entre elles n'avaient jamais été confrontées, alors même qu'elles ont été en relation avec des médecins, des policiers ou même des travailleurs sociaux... Leur réaction est toujours la même: le soulagement. Elles peuvent enfin parler de leur épreuve. Avec les éducatrices spécialisées, les résidentes mettent au jour les séquelles de ces agressions, qui contribuent aussi à générer, voire à accentuer, une situation de précarité liée à l'interruption de leurs études. Quand elles ne sont pas au chômage, leur emploi est peu rémunéré, précaire, à durée déterminée, à temps partiel ou même non déclaré... Voilà pourquoi, nous assurons un accompagnement global, dont la finalité est l'émancipation de ces jeunes femmes, par l'accès à la santé, au logement, à une formation, à l'emploi, à la culture, au sport et aux loisirs. La durée de séjour des résidentes est de 18 mois, au cours desquels elles sont libres de leurs horaires, de leurs déplacements, de leurs décisions au quotidien. Nous leur proposons des

FIT, UNE FEMME, UN TOIT

En 1969, des bénévoles créent à Paris le Foyer international des travailleuses (Fit), dédié à l'hébergement de jeunes femmes venant de province et de l'étranger pour travailler dans la capitale. Depuis dix ans, l'association, dont le nom est devenu Fit, une femme, un toit, se consacre à la lutte contre les violences faites aux femmes (entre 18 et 25 ans), qu'elle héberge et accompagne afin qu'elles renouent avec une vie libre et épanouie.

Contact : 01 44 54 87 90
ou <http://associationfit.org>

activités culturelles et sportives qui leur permettent de découvrir de nouvelles sensations, comme lors de ce séjour dans le Vercors, organisé par l'association, il y a quelques mois, où elles ont pu faire de l'escalade, du kayak, de la randonnée...

PATRIARCAT, DOMINATION ET ÉMANCIPATION

Encadrées par l'équipe éducative, elles participent aussi à la création de courts-métrages, dont certains servent aujourd'hui de supports pédagogiques à d'autres associations ou à des organismes publics. Ainsi, le film *Ni une fatalité ni un destin*, réalisé en 2013 et que l'on peut visionner sur notre site Internet, déconstruit, grâce aux témoignages des résidentes, la stratégie des agresseurs et montre comment les victimes surmontent cette épreuve. Les histoires se font écho et renvoient à la même toile de fond, celle de la domination masculine, du patriarcat, et à la nécessité pour ces femmes de trouver le chemin de l'émancipation.

*Propos recueillis par Olivier Vilain
et Alexia Schlumberger*

Zoom



Gérald Assouline

Le ciel était si bas Gérald Assouline

Chaque cliché convoque le froid, le jour près de mourir, les silhouettes étiques fondues dans des paysages immobiles; le flou s'impose comme capté par un œil qu'embuent les larmes. Gérald Assouline a parcouru ce qu'on nomma, jusqu'à la chute du mur de Berlin, l'Europe, voire le bloc, de l'Est. Une manière d'errance qui conduit, à travers les plaines de la Mitteleuropa, d'Ukraine en Pologne, des pays bordant la Baltique à ceux se

d'ombres, jalons dans la quête d'images tissant un lien entre un passé aux certitudes envolées et un présent chargé d'attentes. L'objectif explore, usant du grain de la photo et de la profondeur du noir, les sentiments troubles, les espoirs en gésine de peuples au carrefour de cultures différentes, témoins privilégiés, tour à tour acteurs ou victimes des soubresauts de l'Histoire. Sous le dais d'un ciel obstinément accroché à l'hiver, le photographe

mirant dans la mer Noire. Tallinn en Estonie, Cracovie la Polonaise, Vitebsk en Biélorussie, l'Ukrainienne Kiev, cités lourdes de souvenirs, dressent leurs théâtres

a su dévoiler les fantômes d'un passé qui tarde à se dissoudre. On cerne, à travers l'atmosphère générée par une lumière avare, les stigmates d'expériences douloureuses, la nostalgie d'un passé de gloire, les espoirs de fusion au sein d'une Europe en convulsion.
Christian Kazandjian

Entre nostalgie et espoir

«Le ciel était si bas» de Gérald Assouline. Exposition visible à la Maison de la photographie Robert-Doisneau, 1 rue de la Division du Général Leclerc, à Gentilly dans le Val-de-Marne, jusqu'au 4 mai 2014. Tél.: 01 55 01 04 86 maisondelaphotographie-robertdoisneau.fr

ÉDITION LIMITÉE

signé Atelier

Le Top Tunique

Inspiré du style tunique, ce haut est au top : encolure passepoilée soulignée par des petites fronces... à ce prix-là, brillez ! Mélangé coton pour l'entretien et Modal pour le confort, il ne se déforme pas et s'entretient facilement.

50% coton, 50% Modal
Lavable en machine

Le + de l'Atelier

Exclusif ! Comme la plupart de nos articles, cette tunique existe en taille standard (long. 70 cm) mais aussi en taille court (long. 66 cm) pour les femmes mesurant moins de 1,65 m. La longueur des manches et du patron est ajustée pour un tombé parfait.



blanc

noir

La Tunique

28€ au lieu de **48€**

+ Frais de Port OFFERTS



Votre commande au :
03 88 69 24 69
ou en renvoyant
le coupon ci-contre.

Offre valable jusqu'au 30.06.2014
dans la limite des stocks disponibles.

rouge



28€
au lieu de ~~48€~~

ATELIERGS

www.ateliergs.fr

■ OUI, je profite de cette ÉDITION LIMITÉE pour 28€ au lieu de 48€

Je ne souhaite pas commander, mais je souhaite recevoir **VOTRE NOUVEAU CATALOGUE GRATUITEMENT**

1. J'indique mes coordonnées EN MAJUSCULES (pour commander ou recevoir mon catalogue)

Mme Mlle M. Nom _____
Prénom _____ Date anniversaire _____ 1 9 _____
Adresse _____
Code postal _____ Commune _____
Tél. _____ E-mail* _____ @ _____

* si vous souhaitez être informé de nos offres commerciales

2. Je choisis mon COLORIS, ma TAILLE et ma STATURE

► COLORIS

- Blanc Réf. 4283-515
 Noir Réf. 4282-415
 Rouge Réf. 4284-715

► TAILLE

- 40* 42 44 46 48
 50 52 54* 56*

* n'existe pas en taille court

► STATURE

- Taillé standard**
(long. 70 cm, si vous mesurez 1,65 m et +)
 Taillé court
(long. 66 cm, si vous mesurez moins de 1,65 m)

3. Je règle ma commande **Frais de port OFFERTS !**

Par chèque. Je joins mon chèque bancaire à l'ordre de « AtelierGS » à ma commande.

Par carte bancaire. Carte n° _____
Indiquez les 3 derniers chiffres inscrits au verso de votre carte _____ Signature obligatoire _____

Je retourne ma commande à
AtelierGS, 67957 STRASBOURG CEDEX 9

Commande **CODE 1229**
Catalogue **CODE 1227**

Ces informations sont nécessaires au traitement de votre demande et à la gestion de nos relations commerciales. Conformément à la loi de 05/04/1978, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux informations vous concernant. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre.
AtelierGS, 67957 STRASBOURG CEDEX 9. Par notre intermédiaire, nous pouvons être amenés à recevoir des propositions d'autres services. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre.
AtelierGS, 67957 STRASBOURG CEDEX 9. Par notre intermédiaire, nous pouvons être amenés à recevoir des propositions d'autres services. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre.
AtelierGS, 67957 STRASBOURG CEDEX 9. Par notre intermédiaire, nous pouvons être amenés à recevoir des propositions d'autres services. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre.

34048012 ANK FS14